

Edito | Europe: les mots d'une présidente, son pacte vert et la volonté d'un nouveau départ

L'Europe responsable de tous nos maux ? Ce ne serait pas nouveau et même sans doute serait pire que jamais avec cette crise sanitaire qui donne des ailes aux souverainistes, les extrêmes de genre, à gauche comme à droite, sans oublier les intellos des deux bords qui sont prêts à s'embrasser, folle ville ! L'Europe qui nous empêchait d'avoir recours aux dévaluations cache-misère et qui s'est donnée une monnaie unique qui nous obligeait à être vertueux, à contenir les déficits. Cette Europe qui s'est élargie à la vitesse grand V, au nom d'une certaine idée de la liberté et de valeurs communes après l'effondrement du bloc soviétique, oubliant que d'énormes disparités de salaires, de traitements de fiscalité, allaient créer une manière de concurrence déloyale en son sein. La fraise du Périgord, la tomate de Marmande contre leurs cousines d'Andalousie ou de Pologne....

Cette Europe qui, sous la Commission précédente, a trop souvent cédé, au nom du libre échange, aux lois de l'OMC avec des importations plus que bienveillantes, au regard des normes sanitaires ou environnementales imposées aux producteurs et éleveurs européens... Nous avons en tête l'acceptation du CETA et observons l'attitude de nos dirigeants face aux incongruités d'un possible accord avec le Mercosur.

Et puis voilà qu'une crise sanitaire, importée de Chine, met nos économies à genoux....Alors l'Europe se réveille, à moins qu'elle ne se révèle : elle met entre parenthèse sa rigueur budgétaire et embarque dans une unité, à priori improbable, ses 27 membres. Elle crée de l'euro, invente un plan de relance et accepte - attendons la validation des parlements nationaux- de mutualiser ses dettes, y compris au profit des pays les plus éprouvés, Italie et Espagne en premier. Cette Europe du Sud jusque là montrée du doigt parce que peu vertueuse... Il n'en fallait pas plus pour que les défenseurs du fédéralisme, les héritiers des pères fondateurs, prennent à rêver que, sous l'effet de la puissance de cette crise et la menace d'un effondrement de l'économie, l'impossible Union politique pourrait voir le jour... Ce fameux « moment hamiltonien de l'Europe » par référence aux Etats-unis, serrant les couilles entre états au sortir de la guerre de sécession...Nous n'en sommes pas là et ce n'est sans doute pas pour demain mais, en revanche, voici que renaît une véritable ambition et, qui sait, un vrai nouveau départ.

Ainsi en était-il, ce 16 septembre, du premier grand discours de la présidente de la Commission Ursula Von der Leyen. Amorcé et terminé, brièvement en français, mais en anglais pour l'essentiel et en allemand bien sûr . De ce long exposé qu'il faut retenir attentivement et dont les télés en continu trop occupées à leurs salades - pardon à leurs sapins – n'ont guère fait cas, on retiendra le ton, résolument offensif , sur le mode l'Union n'a pas peur du changement et peut s'asseoir sur la clause dérogatoire générale comme elle l'a fait pour la première fois de son histoire, face à crise économique. Et d'enfoncer le clou, en annonçant que la Commission va présenter un cadre pour que les Etats membres instaurent un salaire minimum.

Alors, voici qu'apparaît la grande ambition dont on comprend que cette présidente allemande a l'intention de l'incarner : « le pacte vert pour l'Europe ». Comprenons qu'il n'y est pas seulement question de faire passer de 40 à 55% l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 et, ainsi, de nourrir l'ambition de faire de l'Europe « le premier continent climatiquement neutre d'ici à 2050 », mais d'engager « une modernisation systémique de l'économie, du continent ». Symbole de cet engagement : la volonté affichée de lever 30% des fameux 750 milliards du plan de relance par le biais « d'obligations vertes » ; les premières d'ailleurs étant initiées par l'Allemagne, à hauteur de 11 milliards pour lancer d'ici la fin de l'année ces projets. Autre annonce : la création d'une « identité européenne sécurisée » que l'on espère voir aboutir comme alternative à la soumission aux Gafa, comme outil au bénéfice du développement des entreprises, sur un continent qui ne tire pas tout le parti d'un potentiel de données considérable.

Ces prochaines semaines vont d'ailleurs être importantes à suivre de près, car des questions trop longtemps laissées de côté comme l'immigration et le fonctionnement de l'espace Schengen doivent être remises à plat : quelle doctrine commune peut-on définir pour l'accueil et en particulier le droit d'asile qui divise, aujourd'hui, et ne combat pas les trafics ? Ecoutons ce que dit la présidente : « Nous prévoyons un lien plus étroit entre l'asile et le retour. Nous devons établir une distinction claire entre les personnes qui ont le droit de rester et celles qui ne jouissent pas de ce droit. Nous prendrons des mesures pour lutter contre les passeurs, pour renforcer les frontières extérieures, pour approfondir les partenariats extérieurs et pour créer des voies légales d'accès »... Et cette référence aux terribles épisodes de l'île de Lesbos : « les images du camp de Moria nous rappellent douloureusement que l'Europe doit agir dans l'unité » Acceptons-en l'augure.

L'Europe, tant vilipendée, et dont on oublie de rappeler tout ce que nos territoires lui doivent, avec une gestion décentralisée au niveau de nos Régions, a décidé, sous la présidence d'Angela Merkel avec le soutien résolu de la France, de relever le défi d'une crise historique dont nous n'avons pas fini de mesurer les conséquences. Notre devoir consiste à redoubler d'attention pour suivre

ce nouveau départ.



Joël Aub

Credit Pho

Publié sur aqui.fr le 20/09/20

[Url de cet arti](#)